

MOTION

Pour une école européenne publique, laïque et libérée de toute ingérence des marchés

L'éducation représente un droit fondamental de l'humanité et est une conquête décisive pour le développement et l'émancipation de la personne, dans sa collectivité.

La formation commence dès la petite enfance et se poursuit, après la fin des études, tout au long de la vie.

Le pouvoir public a la tâche d'en assurer l'universalité et la gratuité à tous les niveaux. L'école doit permettre à l'individu de devenir promoteur libre de sa formation, de se responsabiliser en s'éduquant.

L'éducation en Europe ne répondra plus à ces idéaux/critères.

Les systèmes éducatifs et la formation professionnelle s'inscrivent désormais dans le processus du néo-libéralisme : la gestion de l'école soumise aux règles du New Public Management.

La recherche académique doit répondre aux impératifs de l'économie. Elle est surtout liée aux offres financières disponibles et au service de la guerre économique du marché international.

Tout s'insère dans le programme « Horizons 2020 », engagement précis de l'UE dans la politique éducative où est affirmé le besoin d'une formation des jeunes capables de travailler pour une économie la plus dynamique possible et la plus compétitive du monde.

L'école devient source de profit et la sponsorship de la part du secteur privé devient réalité. Le bouleversement est profond car l'Etat n'est plus le seul financier de l'école : il y a rupture avec le principe du service public.

La personne devient une «ressource humaine» et «un capital humain» : ainsi sont intégrées rationalisation et économie dans toutes les sphères de la vie et pour l'individu lui-même. Les jeunes sont formés à la responsabilité individuelle, à la compétitivité, à l'individualisme.

Les organisations internationales imposent des épreuves standardisées, effaçant toute considération culturelle et linguistique locales et toute référence au mode de vie social.

On passe de la responsabilité nationale à une translation européenne, imposée par le haut et sans contrôle démocratique.

L'école publique

NON à :

- la politique scolaire qui favorise l'ingérence de l'économie dans les systèmes éducatifs à tous les niveaux et dans toutes ses formes ;
- l'obligation de la poursuite des objectifs de connaissances qui ignorent le contexte et la culture locale et qui doivent répondre uniquement aux exigences des marchés ;
- la réduction du financement de la part de l'Etat à l'enseignement public ;
- la gestion managériale des établissements scolaires.

OUI à une école publique qui:

- est gratuite, laïque, mixte, multiculturelle et ouverte et qui est lieu d'épanouissement des différences ;
- est conduite entièrement par l'Etat, sans restrictions financières ;
- repousse les ingérences des marchés sur le contenu des savoirs, sur les évaluations standardisées et sur la gestion du personnel ;
- aide les jeunes à se sentir et à devenir des citoyennes et citoyens responsables et solidaires.

L'université

NON à :

- une université aux mains des marchés ;
- la fermeture de facultés et d'universités pour manque de subventions ;
- l'évaluation des universités et des enseignants selon la productivité et les audits internationaux, selon les modèles standardisés;
- la compétition entre enseignants, chercheurs et établissements.

OUI à une université :

- qui est financée totalement par l'Etat ;
- qui évalue les pratiques universitaires et leurs conséquences selon les finalités de l'université même, recherche pure et pratique de la critique, et non pas selon celles du marché ;
- qui encourage et assure la recherche académique libre et libérée des obligations et comme service entier à la société, pour une économie de développement soutenable basée sur la détermination démocratique et collective des besoins de base à satisfaire ;
- qui donne accès gratuit à la formation aux étudiantes et étudiants.

La formation le long de la vie

NON à :

- la politique d'austérité qui impose des conditions de vie inhumaine pour une grande partie de la population, qui la plonge dans l'impossibilité de satisfaire les besoins vitaux et qui détériore les conditions d'apprentissage ;
- une formation le long de la vie uniquement limitée aux exigences de l'entreprise et de la carrière professionnelle.

OUI à :

- une formation qui ouvre les horizons aux jeunes et leur permette d'acquérir les instruments pour une pensée critique, autonome et en relation avec le monde ;
- une école qui crée les conditions pour que les femmes et que les hommes puissent mieux gérer leur milieu de travail et de vie, et puissent développer globalement leur personnalité ;
- une école publique qui forme les jeunes à se sentir citoyennes et citoyens du monde et, par conséquent, capables de s'interroger le long de leur vie et de d'avoir la volonté de répondre aux questions ;
- une formation à l'esprit de coopération et à la solidarité.